

Les États-Unis veulent imposer un colonialisme juridique au Venezuela



Caracas, 28 janvier (RHC) Le président du Venezuela, Nicolas Maduro, a alerté jeudi sur l'intention des États-Unis d'imposer un colonialisme juridique, après avoir échoué à imposer des pouvoirs parallèles dans son pays.

"Après avoir échoué par toutes ces voies du pouvoir parallèle, par toutes ces voies d'agressions économiques et de menaces militaires, l'empire nord-américain prétend à présent tester contre le Venezuela le prétendu colonialisme juridique. Préparons-nous à dénoncer le colonialisme juridique qu'ils prétendent imposer à notre pays (...) alerter le pays sur cette tentative qu'il prétend imposer", a déclaré Maduro dans un meeting à l'occasion du début des activités judiciaires de la Cour suprême de justice (TSJ).

Maduro a dénoncé que la stratégie du pouvoir parallèle cherchait à gouverner le Venezuela depuis la Colombie, Miami et Madrid et qu'elle visait à violer et à diviser la société vénézuélienne et à pulvériser les pouvoirs publics.

Face à cela, le président a déclaré que son pays avait réussi à démontrer "non seulement la constitutionnalité de tous les pouvoirs publics établis, mais aussi la force morale de leurs membres pour exercer leurs pouvoirs en faveur des majorités".

Maduro a fait référence à la Cour suprême, au Bureau du Procureur et au "Gouvernement intérimaire" de Juan Guaidó, qui ont fonctionné parallèlement aux organismes officiels.

"Ils ont prétendu usurper les fonctions des pouvoirs constitutionnels légitimes du pays, et l'on a prétendu ignorer le poids spécifique du pouvoir électoral dans la vie démocratique et institutionnelle de la république", a-t-il commenté.

De même, il a déclaré qu'il ne manquait plus que "de réparer, par une justice implacable, les dommages causés au peuple vénézuélien par les sanctions, les blocus et les appels à l'invasion".

Dans son allocution, Maduro a indiqué que le Venezuela possède le pouvoir judiciaire le plus puissant "qui ait jamais existé dans l'histoire républicaine du pays, bien constitué et structuré".

Il a également souligné la capacité de résistance et d'innovation de son pays face aux conspirations étrangères.

Maduro a déclaré que l'opposition dirigée par Juan Guaidó est responsable de l'échec de la tentative d'activer un référendum révocatoire de son mandat.

"Ils ont encore échoué, la droite putschiste, mais c'est de leur faute (...) la faute de l'échec retentissant d'activer le référendum révocatoire est dans la stupidité, dans l'infantilisme et dans le putsch que l'opposition a pratiqué au Venezuela ces dernières années. C'est la faute à l'imbécile de Juan Guaidó", a déclaré Maduro dans un meeting pour le début des activités judiciaires dans ce pays.

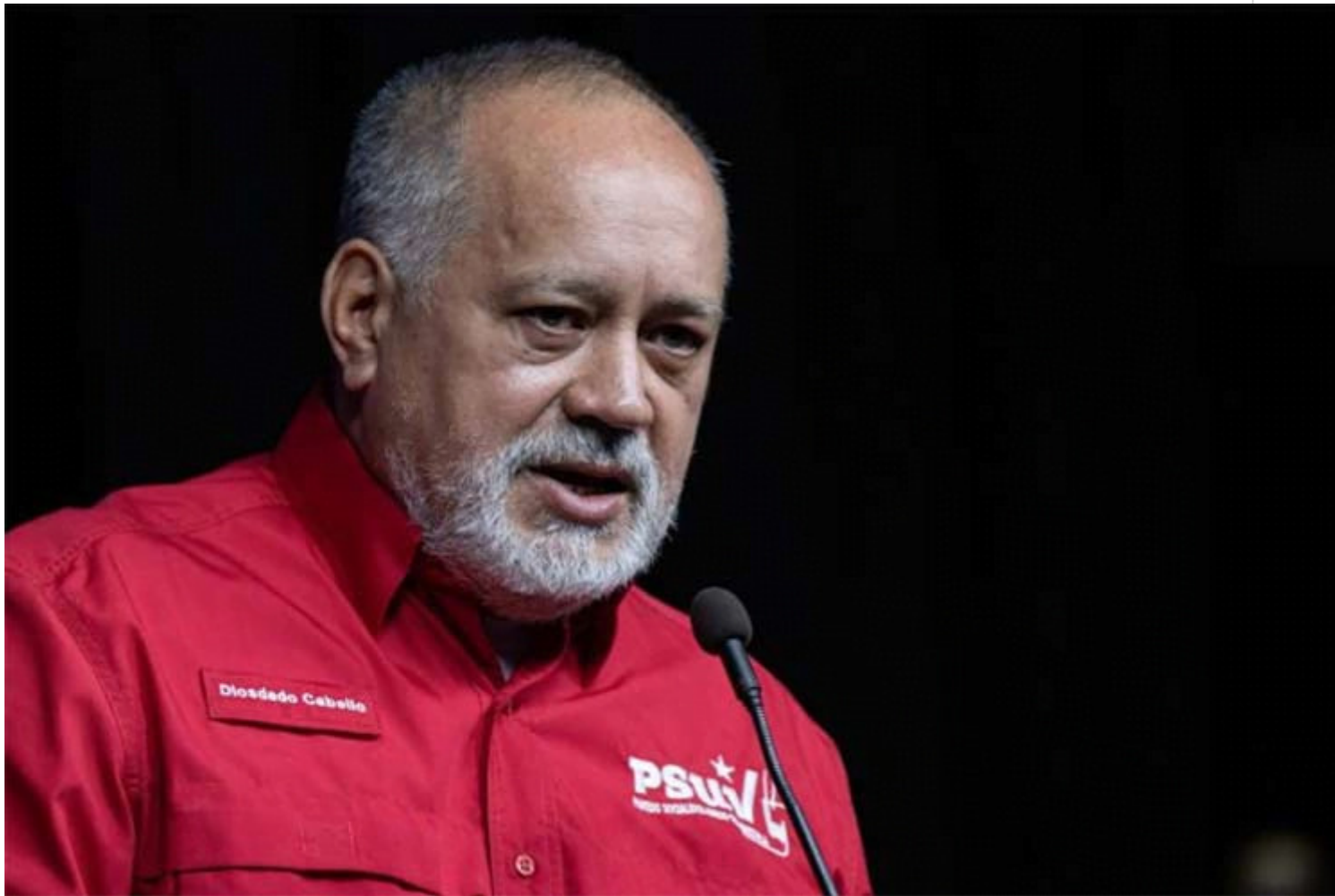
Le chef d'état a indiqué que l'opposition avait eu trois ans pour se préparer à la collecte de signatures et qu'elle avait également reçu l'appui du Conseil national électoral (CNE)

"Ils ont eu trois ans pour se préparer et maintenant ils m'accusent. Le Conseil National Electoral leur a donné toutes les conditions, toutes les machines, ils leur ont donné une journée entière pour recueillir les signatures, ils devaient à peine recueillir 20% des signatures et ils ont recueilli 1,1% des listes électorales" a-t-il affirmé.

Le président a déclaré qu'à plusieurs reprises, il avait déclaré à l'opposition que le seul moyen de le faire sortir du pouvoir était d'organiser un référendum de révocation, comme le prévoit la Constitution, à mi-mandat mandat présidentiel.

Le CNE a déclaré irrecevable la demande de référendum révocatoire contre Maduro, après qu'aucun État du pays n'a réussi à recueillir 20 % des signatures requises.

D'après l'organisme électoral, avec 98,58 % des signatures, 42421 manifestations de volonté, soit 1,01 % de la liste électorale, ont été reçues.



Le premier vice-président du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), Diosdado Cabello

Pour sa part, le premier vice-président du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), Diosdado Cabello a souligné que l'échec de la collecte de signatures pour un éventuel référendum révocatoire présidentiel consolide aujourd'hui le gouvernement et la révolution bolivarienne.

«Le peuple en sort renforcé, le président Nicolas Maduro et la Révolution en sortent renforcés, et nous continuerons à nous re dans la lutte, a déclaré le dirigeant partisan lors d'une évaluation du processus mené la veille à la demande de l'opposition pour révoquer le mandat du chef de l'État.

Il a annoncé qu'environ 40 mille personnes auraient signé la journée de mercredi organisée par le Conseil National Electoral (CNE), selon l'avis des témoins du PSUV qui ont participé.

Rappelons que le Conseil National Electoral (CNE) du Venezuela a déclaré irrecevable la demande de référendum révoquant le mandat du président de la République, Nicolas Maduro.



Tania D'Amelio, présidente de la Commission électorale nationale

La rectrice Tania D'Amelio, présidente de la Commission électorale nationale (JNE) a annoncé lors d'une conférence de presse que 42421 signatures avaient été recueillies au cours de la journée de la veille, ce qui ne représente que 1,01 % de l'électorat.

Les 20 % prévus par la Constitution n'ayant pas été atteints, le référendum de révocation est nul et non avenu et ne peut être reconduit pendant le mandat actuel.

D'Amelio a indiqué que cette décision est fondée sur l'article 29 des règles régissant le processus et a indiqué que, par conséquent, le CNE a déclaré sans suite une nouvelle demande de référendum révocatoire, comme le prévoit l'article 72 de la Constitution.

Il a souligné que la JNE a présenté pour examen au directoire de l'entité référendaire le rapport sur la procédure de réception des manifestations de volonté qui a eu lieu le mercredi 26 janvier, en une journée de 12 heures dans mille 200 centres de réception.

Cette initiative a été promue par le Mouvement Vénézuélien pour le Révocatoire (MOVER) et les groupements adhérents Tous Unis pour le Référendum Révocatoire, Droite Démocratique et l'organisation à des fins politiques MIN Unité.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/284338-les-etats-unis-veulent-imposer-un-colonialisme-juridique-au-venezuela>



Radio Habana Cuba